

Conférence

« Main basse sur les Libertés Publiques »

Thorens-Glières le 11 mai 2024

Présentation

Nos Libertés Publiques sont attaquées depuis des décennies. Mais ce mouvement prend actuellement une ampleur sans précédent.

Dérives policières, accroissement de la surveillance de masse, menaces, emprisonnement et blessures envers les opposant.e.s qui osent manifester, remise en cause du droit de grève et du droit syndical... la liste est longue.

L'État s'arroge illégalement le monopole de la violence « légitime ». Or, contrairement à ce qu'il fait actuellement, l'État ne peut pas s'abstraire de ses propres lois.

Parallèlement, la liberté de l'information est réduite comme peau de chagrin par la main-mise de la Finance, quand ce n'est pas de l'extrême droite sur les organes d'information :

Actuellement, 90 % des quotidiens nationaux publiés chaque jour en France sont entre les mains de Bolloré et consorts. La moitié de l'audience à la radio et à la télévision provient également de médias qui leur appartiennent. Les risques de conflits d'intérêt et d'ingérence éditoriale sont très importants avec ces entrepreneurs enrichis dans l'armement, la téléphonie ou le luxe.

Cette concentration malsaine nourrit à juste titre la défiance des citoyens. Or ce droit à une information pluraliste est la base de la démocratie, et c'est à juste titre que le CNR avait inclus ce point dans son programme « Les Jours Heureux ».

Les intervenant.e.s

- Arié ALIMI, avocat pénaliste, membre du bureau de la LDH
- Edwy PLENEL, journaliste, ex-directeur du Monde, créateur et ex-directeur de Médiapart
- Agnès ROUSSEaux, directrice de l'hebdomadaire POLITIS, ex-coordonnatrice de BASTA

Animatrice

Catherine WALTER-SELOSSE, CRHA